



---

*Protocole de mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation des locomotives et du matériel à voyageurs conventionnels et grande vitesse*

*Vereinbarung über das Verfahren der gegenseitigen Anerkennung der Zulassung für konventionelle und Hochgeschwindigkeitslokomotiven, -triebzüge und Reisezüge*

16 avril 2008

## Version Française

Le présent protocole concerne la mise en œuvre des procédures de reconnaissance mutuelle d'autorisation de matériels roulants entre l'Eisenbahn Bundesamt (EBA) et l'Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) agissant en tant qu'autorités compétentes pour l'autorisation du matériel. Il met à jour et complète le protocole établi le 13 mars 2006 entre les ministres des transports français et allemand.

Depuis lors, les modifications suivantes sont intervenues :

- du côté français :
  - création de l'EPSF,
  - réglementation :
    - parution du décret 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire,
    - parution de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif à l'agrément des experts et organismes qualifiés pour évaluer la conception et la réalisation de systèmes ou sous-systèmes ferroviaires nouveaux ou substantiellement modifiés,
    - parution de l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux autorisations de réalisation de mise en exploitation commerciale de systèmes ou sous-systèmes de transport ferroviaire nouveaux ou substantiellement modifiés ;
- du côté allemand :
  - réglementation :
    - parution de l'arrêté du 5 juillet 2007 relatif à l'interopérabilité du système transeuropéen ferroviaire, dernière modification par l'arrêté du 9 janvier 2008

Ce protocole s'inscrit dans le cadre des recommandations formulées par la Commission Européenne concernant la reconnaissance mutuelle et préfigure les orientations retenues à l'échelon européen par la refonte de la directive relative à l'interopérabilité du système ferroviaire communautaire.

Ce protocole porte sur les conditions de l'instruction des demandes de mise en exploitation commerciale des matériels roulants ; il ne se substitue en rien à l'obligation faite aux autorités nationales de sécurité de délivrer les autorisations correspondantes, ni ne modifie les réglementations nationales applicables.

### 1. Champ d'application

Ce document a pour objet l'autorisation de mise en exploitation commerciale des locomotives diesel et électriques, du matériel automoteur et des voitures à voyageurs conventionnels et à grande vitesse et s'adresse :

- au matériel déjà en service en France ou en Allemagne et nécessitant une autorisation dans l'autre pays ;
- au matériel nouveau pour les deux pays pour lesquels un processus commun et coordonné doit être mis en place.

L'utilisation de ce matériel roulant sur l'un ou l'autre des réseaux ferrés nationaux par les entreprises ferroviaires est soumise à des dispositions complémentaires : du côté français, délivrance, si nécessaire, d'une attestation de compatibilité par le gestionnaire d'infrastructure RFF pour les lignes concernées et du côté allemand, satisfaction aux règles du gestionnaire d'infrastructure DB Netz. Ces dispositions ne relèvent pas du présent protocole.

## **2. Principe**

Les parties s'entendent pour utiliser une liste de règles commune appelée « document technique commun » dont le récapitulatif figure au point 6 du présent protocole. Les règles mentionnées dans la liste commune correspondent aux réglementations nationales en vigueur.

## **3. Classement par catégories**

Les items de la liste commune ont été répertoriés dans une des trois catégories suivantes :

Catégorie A : elle comprend les dispositions techniques qui, une fois vérifiées par une des parties, ne nécessitent pas de vérifications supplémentaires pour l'autorisation.

Catégorie B : elle comprend les dispositions qui actuellement sont spécifiques à un pays et qui :

- pourraient convenir pour la catégorie A ;
- nécessitent des investigations complémentaires pour définir si elles relèvent tout ou partie de la catégorie A ou C ;
- ne sont pas des dispositions essentielles et obligatoires dues aux caractéristiques techniques de l'infrastructure liées à la sécurité et à l'interopérabilité d'un pays.

Ces items nécessitent un examen approfondi.

Catégorie C : elle comprend les dispositions qui sont indéniablement liées aux caractéristiques techniques de l'infrastructure des réseaux. Ces points devront toujours être vérifiés au niveau national (ex : PZB/ LZB, KVB...).

## **4. Items relevant de la reconnaissance mutuelle (catégorie A)**

- a) les items qui peuvent faire l'objet d'une reconnaissance mutuelle, sont répertoriés dans la catégorie A par les deux pays. Pour ces items, l'examen par une autorité est suffisant, l'autorité de l'autre pays reconnaissant la validité de la vérification réalisée sans examen supplémentaire.
- b) Il n'y a pas obligation de traduction des documents de preuves pour un item de la catégorie A. Seul un certificat de conformité à l'exigence émis par l'autorité ayant vérifié cette exigence et sa traduction suffiront à établir la preuve de conformité pour l'autre autorité.

## **5. Fonctionnement de la procédure d'autorisation**

La description de la procédure suivie et de son fonctionnement est donnée dans un guide d'application s'y rapportant, commun à l'EBA et l'EPSF.

## 6. Récapitulatif et classification

Les points techniques (items) ont été classés par les experts de l'EBA et de l'EPSF selon la liste reprise ci-après :

Items	Dénomination	catégories	Matériel roulant	
			locomotives	Autres matériels
0	Généralités			
1	Comportement dynamique	I	AB	
2	Structure de caisse	V	A	
3	Choc et traction	V	A	
4	bogie / roulement	V	A	
5	essieu monté	V	A	
6	installation de frein	V	AB	
7	Installations soumises à surveillance	V	A	
8	Pantographes	I	C	
9	fenêtres frontales / latérales	V	A	
10	Portes	V	/	
11	Intercirculation	V	/	
12	Alimentation en énergie et compatibilité électromagnétique	I	C	
13	Système de contrôle	V	B	
14	Installations d'eau de boisson et d'eaux usées	V	/	
15	Protection de l'environnement	V	B	
16	Protection incendie	V	A	
17	Sécurité du travail	V	A	
18	Gabarit des véhicules	I	A	
19	Autres équipements concernant la sécurité	I	A/C	
20	Réservoir	V	/	
21	Réservoirs à marchandises à déchargement par pression	V	/	
22	Protection (sécurisation) des chargements	V	/	
23	Inscriptions	V	AB	
24	Techniques d'assemblage (soudure, collage, techniques d'assemblage mécanique)	V	A	

**I** : point lié à l'infrastructure ; **V** : point lié au matériel roulant.

Les conditions dans lesquelles chaque item est validé sont précisées dans un document de travail dont la référence est « EPSF/EBA/checklist/16-04-2008 ». Ce document est mis à jour périodiquement et conjointement par l'EBA et l'EPSF.

## Deutsche Version

Diese Vereinbarung regelt die gegenseitige Anerkennung der Zulassungsverfahren für Eisenbahnfahrzeuge zwischen dem Eisenbahn-Bundesamt (EBA) und dem Etablissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) als zuständige Behörden für die Zulassung von Fahrzeugen.

Es führt die deutsch-französische Vereinbarung zwischen den Verkehrsministerien vom 13. März 2006 fort.

Seit dem haben sich folgende Änderungen ergeben:

- auf französischer Seite :
  - o Gründung EPSF,
  - o Gesetzliche Regelungen:
    - Erlass 2006-1279 vom 19. Oktober 2006 über die Sicherheit des Eisenbahnverkehrs und der Interoperabilität des Eisenbahnsystems,
    - Verordnung vom 21. Dezember 2007 über die Zulassung von qualifizierten Sachverständigen und Organisationen für die Bewertung der Konzeption und der Durchführung von neuen oder wesentlich modifizierten Eisenbahnsystemen oder Teilsystemen,
    - Verordnung vom 31. Dezember 2007 über die Genehmigungen zur Durchführung und kommerziellen Inbetriebnahme von neuen oder wesentlich modifizierten Eisenbahnverkehrssystemen oder Teilsystemen;
- auf deutscher Seite :
  - o Gesetzliche Regelung:
    - Verordnung über die Interoperabilität des transeuropäischen Eisenbahnsystems vom 5. Juli 2007, zuletzt geändert durch Artikel 1 der Dritten Verordnung zur Änderung eisenbahnrechtlicher Vorschriften vom 09. Januar 2008

Diese Vereinbarung basiert auf der von der Europäischen Kommission formulierten Empfehlung zur gegenseitigen Anerkennung. Sie orientiert sich an der Neufassung der Richtlinie über die Interoperabilität des Eisenbahnsystems der Europäischen Gemeinschaft.

Die Vereinbarung beinhaltet die Rahmenbedingungen für die Anträge auf Erteilung von Genehmigungen zur Inbetriebnahme von Eisenbahnfahrzeugen. Die Verpflichtungen der nationalen Sicherheitsbehörden bleiben von dieser Vereinbarung unberührt.

### 1. Anwendungsbereich

Dieses Dokument bezieht sich auf die Genehmigung zur Inbetriebnahme von konventionellen und Hochgeschwindigkeits-Diesel- und Elektrolokomotiven, -triebwagen und Reisezügen. Sie gilt für:

- Fahrzeuge, die bereits in Frankreich oder in Deutschland in Betrieb sind und die eine Genehmigung in dem anderen Land benötigen;
- neue Fahrzeuge, für die in beiden Ländern ein gemeinsames und einheitliches Verfahren eingeführt werden muss.

Der Zugang zum französischen Netz bleibt jedoch an die Ausstellung einer Konformitätsbescheinigung durch den Infrastrukturbetreiber RFF für jede betroffene Strecke gebunden. Auf deutscher Seite muss das Fahrzeug die Bestimmungen des Infrastrukturbetreibers DB Netz erfüllen.

## **2. Vorgehensweise**

Die Parteien einigen sich auf die Verwendung einer Liste gemeinsamer technische Anforderungen, genannt „Checkliste“, deren Übersicht unter Abschnitt 6 dieser Vereinbarung vorliegt. Die in der gemeinsamen Liste genannten Vorschriften entsprechen den geltenden nationalen Bestimmungen.

## **3. Einteilung in Kategorien**

Die Punkte der gemeinsamen Liste wurden in einer der drei folgenden Kategorien verzeichnet:

Kategorie A: sie umfasst die technischen Bestimmungen, die, wenn sie einmal von einer der Parteien verifiziert wurden, keiner weiteren Verifizierung für die Zulassung bedürfen.

Kategorie B: sie umfasst die Bestimmungen, die zurzeit für ein Land spezifisch sind und:

- die in die Kategorie A fallen könnten;
- die ergänzende Untersuchungen erforderlich machen, um festzulegen, ob sie vollständig oder teilweise in die Kategorien A oder C fallen;
- die keine wesentlichen und vorgeschriebenen Anforderungen sind und die wegen der technischen Eigenschaften der Infrastruktur für die Sicherheit und die Interoperabilität eines Landes relevant sind.

Diese Punkte erfordern eine sorgfältige Prüfung.

Kategorie C: sie umfasst die Bestimmungen, die eindeutig an die technischen Eigenschaften der Infrastruktur des Netzes gebunden sind. Diese Punkte müssen immer auf nationaler Ebene überprüft werden (z.B.: PZB/ LZB, KVB...).

## **4. Relevante Punkte für die gegenseitige Anerkennung (Kategorie A)**

- a) Die Punkte, die Gegenstand einer gegenseitigen Anerkennung werden können, sind durch beide Länder in der Kategorie A registriert. Für diese Punkte ist die Überprüfung durch eine Behörde ausreichend. Die Behörde des jeweils anderen Landes erkennt die Gültigkeit der durchgeführten Überprüfung ohne zusätzliche Prüfung an.
- b) Es besteht keine Verpflichtung zur Übersetzung der Nachweisdokumente für einen Punkt der Kategorie A. Eine Konformitätsbescheinigung über die Anforderung, herausgegeben durch die Behörde, die diese Anforderung überprüft hat, sowie deren Übersetzung reichen als Nachweis der Konformität für die jeweils andere Behörde aus.

## **5. Ablauf des Genehmigungsverfahrens**

Die Beschreibung des Verfahrens und dessen Ablauf werden in einem von EBA und EPSF gemeinsam entwickelten Anwendungsleitfaden dargestellt.

## 6. Inhalt und Klassifizierung

Die technischen Punkte (items) wurden von den Sachverständigen des EBA und des EPSF entsprechend der nachstehend aufgeführten Liste eingeordnet:

Punkt	Benennung	Kategorie	Fahrzeug	
			Lokomotiven	Sonstige Fahrzeuge
0	Allgemein			
1	Fahrtechnik (Fahrverhalten)	I	AB	
2	Fahrzeugaufbau	V	A	
3	Zug- und Stoßeinrichtungen	V	A	
4	Drehgestell / Fahrwerk	V	A	
5	Radsatz/ Radsatzlager	V	A	
6	Bremseinrichtung	V	AB	
7	Überwachungsbedürftige Anlagen	V	A	
8	Stromabnehmer	I	C	
9	Fenster	V	A	
10	Türen	V	/	
11	Übergänge	V	/	
12	Energieversorgung und elektromagnetische Verträglichkeit (EMV)	I	C	
13	Software	V	B	
14	Trink- und Abwasseranlage	V	/	
15	Umweltschutz	V	B	
16	Brandschutz	V	A	
17	Arbeitsschutz	V	A	
18	Fahrzeugbegrenzung	I	A	
19	Sonstige sicherheitstechnische Einrichtungen	I	A/C	
20	Tank	V	/	
21	Ladegutbehälter mit Druckentleerung	V	/	
22	Ladungssicherung	V	/	
23	Anschriften	V	AB	
24	Fügetechnik	V	A	

I : Punkt bezüglich Infrastruktur, V : Punkt bezüglich Fahrzeuge

Der präzise Inhalt jedes Punktes wird in einem Arbeitsdokument mit dem Bezug „EPSF/EBA/checklist/16-04-2008“ erläutert. Dieses Dokument wird regelmäßig gemeinsam von EBA und EPSF aktualisiert.

---

Signé à Paris, le 16 avril 2008

Unterzeichnet in Paris am 16. April 2008

Armin Keppel  
Präsident Eisenbahn-Bundesamt



Jean-Paul Troadec  
Directeur général  
Etablissement public de sécurité ferroviaire

